

URUGUAY

Une approche nationale des soins

Des décennies de puissant plaidoyer féministe sur la question des soins, combinées à un environnement politique stable, à une économie robuste et à une population vieillissante, ont contribué à ce que le gouvernement uruguayen lance en 2015 une approche innovante et complète, le Système national de soins intégrés (Sistema Nacional Integrado de Cuidados – SNIC). Les mouvements féministes ont joué un rôle déterminant en plaçant les soins au premier rang des priorités politiques, ce qui n'a pas manqué de favoriser les progrès récents dans l'accès aux soins et, plus largement, dans les droits du travail. Ils continuent d'appeler à une transformation des normes sociales en matière de soins et à une responsabilisation de tous les groupes politiques uruguayens en ce qui concerne les engagements pris dans le cadre du SNIC.

Activisme et influence féministes : les fondements du SNIC

Les mouvements féministes uruguayens s'appuient à la fois sur des décennies de collaboration et des réseaux interconnectés, ce qui favorise une approche globale des questions d'égalité de genre. Des alliances telles que La Red Género y Familia (Réseau genre et famille) ont réuni des mouvements de femmes, des femmes politiques et des universitaires féministes pour veiller à ce que les droits relatifs aux soins et au travail soient fermement ancrés dans le discours public et les priorités politiques.

Dans la sphère publique, leurs efforts ont ramené les discussions sur les droits du travail des femmes au premier plan du dialogue social, notamment en ce qui concerne la répartition et la reconnaissance des responsabilités en matière de soins. Leur plaidoyer s'est trouvé étayé par un nombre croissant d'éléments probants provenant d'institutions telles que l'Université de la République et le bureau national de statistique, qui ont cherché à quantifier les écarts entre les hommes et les femmes à l'égard du travail non rémunéré et le « déficit de soins » observé dans le pays.

La collaboration soutenue entre des groupes tels que La Red Género y Familia – devenue par la suite La Red ProCuidados – le gouvernement et le parti politique au pouvoir a été une stratégie essentielle qui a permis d'inscrire les droits relatifs aux soins et au travail au cœur des priorités politiques. Dès 2008, l'engagement en faveur d'un système national de soins a fait partie de la campagne électorale du parti politique Frente Amplio, au pouvoir entre 2005 et 2020.

Les soins à l'ordre du jour politique

À l'issue d'une collaboration soutenue avec les mouvements féministes, le gouvernement uruguayen a mis en place le SNIC en 2015 et a érigé les soins en question sociétale plutôt que privée. Les soins sont ainsi devenus une priorité nationale, indispensable à la progression des droits humains et inscrite dans la loi comme le « droit légal à donner et recevoir des soins ». Le Plan national de soins pour 2016-2020 comportait trois grandes dispositions : 1) la prise en charge des enfants de moins de trois ans ; 2) la prise en charge des personnes âgées et des personnes handicapées ; et 3) la professionnalisation du personnel chargé du travail de soins rémunéré.

Dans le cadre de la préparation de ce premier plan national, le gouvernement a organisé un dialogue national afin de sensibiliser aux soins, de partager des informations sur le système proposé et de mieux comprendre comment les réalités locales pourraient influencer les approches. Cette approche participative a renforcé la visibilité et la crédibilité du projet.

Amélioration de l'accès aux soins

Les dépenses annuelles pour les services relevant du SNIC s'élevaient à 206 millions de dollars américains en 2019, soit environ 1,5 % du total des dépenses sociales publiques. Le Plan national de soins pour 2021-2025 met l'accent sur la réduction des écarts importants en matière d'accès aux soins. Les données 2022 indiquent des progrès vers cet objectif : la couverture publique totale des soins pour les enfants de moins de trois ans grâce au SNIC était supérieure à 78 000 en 2022, soit un taux de couverture global de 53 % de la population cible – un chiffre en hausse par rapport aux 43 % de 2019. Ces avancées méritent d'être saluées et le score de l'Indice du genre dans les ODD pour l'égalité salariale en Uruguay s'est également amélioré de six points au cours des dernières années (même s'il reste « faible » avec seulement 61 points sur 100).



Toutes les femmes n'ont pas le même niveau d'information et toutes ne souhaitent pas la même chose. Lorsque nous croisons les facteurs liés à la race, au territoire et au statut migratoire, ces différences sont plus marquées, car certains groupes, tels que les personnes trans, n'ont pas été pris en compte dans le SNIC. Nous n'en parlons pas, nous n'y touchons pas.

— Membre de CLADEM Uruguay et Présidente de l'Institut d'études, de recherche et de développement des personnes d'ascendance africaine

Les mouvements féministes doivent continuer à promouvoir le progrès

Les activistes féministes interrogées dans le cadre de cette étude ont souligné les difficultés persistantes que rencontrent les personnes confrontées à de multiples désavantages, qui ne rentrent pas aussi facilement dans les catégories prédéfinies du SNIC, comme les personnes en situation d'immigration irrégulière. Elles ont insisté sur l'importance de la représentation des groupes marginalisés dans les discussions sur la mise en œuvre du SNIC, notamment pour trouver un compromis entre un programme universel et un soutien ciblé aux personnes qui assument la majeure partie de la charge des soins.



L'égalité dans le mariage, la loi relative aux personnes transgenres, la loi sur la discrimination positive en faveur des personnes d'ascendance africaine, la loi nationale sur l'égalité de genre, le système national de soins... nous avons tout ! Mais la culture uruguayenne n'a pas changé. Et les hommes ne sont pas considérés comme des pourvoyeurs de soins.

— Membre de CLADEM Uruguay et Présidente de l'Institut d'études, de recherche et de développement des personnes d'ascendance africaine

Les activistes féministes au niveau national ont également indiqué que les normes sociales liées au travail de soins en Uruguay restaient conservatrices et que les efforts déployés pour faire bouger les choses constituaient un défi permanent.

Le rôle continu des activistes féministes et de leurs alliés au sein et en dehors du gouvernement est essentiel pour établir des systèmes plus justes et plus inclusifs pour les travailleurs et les travailleuses du secteur des soins et pour les personnes recevant des soins, ainsi que pour impliquer plus largement le public en faveur du changement de norme qui s'impose pour véritablement transformer les soins dans la société.